

**Service de la protection de l'environnement et
installations classées**

Laval, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**EARL LIMET (DU)
LES CHATELIERS
53800 SAINT-SATURNIN-DU-LIMET**

Références : dossier n° 4926/4927 AH – 202600459
Code AIOT : 0055302521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement EARL LIMET (DU) implanté LES CHATELIERS - 53800 SAINT-SATURNIN-DU-LIMET. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été faite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et d'une action nationale 2026 : ouvrages eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LIMET (DU)
- LES CHATELIERS - 53800 SAINT-SATURNIN-DU-LIMET
- Code AIOT : 0055302521
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

L'exploitation bénéficie d'un arrêté préfectoral n° 2014194009 du 10 juillet 2014 pour exploiter un atelier de 360 000 emplacements volailles, soit de 360 000 animaux équivalents sur le site Le Chatelier à Saint-Saturnin-du-limet, d'une preuve de dépôt n° A-3-07V99CJU2 du 21 février 2023 pour exploiter une chaudière biomasse d'une capacité de 1,5 MW, la création d'un hangar de stockage bois de 1000 m3 et d'une preuve de dépôt n° A-3-KTSWBTH2 du 09 juin 2023 pour l'utilisation de citerne de gaz propane d'une capacité de 12,8 tonnes (3,2 tonnes * 4) comme chauffage de secours et chauffage par grand froid.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro
- IED-MTD (Respect des effectifs, prévention des accidents et des pollutions, respect de la fertilisation équilibrée)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il n'y a pas de constat hors des points de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Sécurité du site- incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Demande d'action corrective	90 jours
9	Sécurité du site- incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Demande d'action corrective	90 jours
15	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Sécurité du site-incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
3	Sécurité du site-incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
4	Sécurité du site-incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
5	Sécurité du site-incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
6	Sécurité du site-incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
8	Sécurité du site-incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2	Sans objet
10	Pollution	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-1	Sans objet
11	Sécurité du site - incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-4	Sans objet
12	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Sans objet
13	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
14	Ouvrages Eau Agri Agro	Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13	Sans objet
16	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
17	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
18	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
19	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
20	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
21	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	Sans objet
22	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
23	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des non-conformités moyennes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3

Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. L'exploitation est autorisée pour 360 000 animaux(équivalents) au titre de la rubrique 3660.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté 236 693 poulets sur le site Les Châteliers à Saint-Saturnin-du-Limet (53800). L'exploitation bénéficie : - d'un arrêté préfectoral n° 2014194009 du 10 juillet 2014 pour exploiter un atelier de 360 000 emplacements volailles, soit de 360 000 animaux équivalents sur le site Le Chatelier à Saint-Saturnin-du-limet ; - d'une preuve de dépôt n° A-3-07V99CJU2 du 21 février 2023 pour exploiter une chaudière biomasse d'une capacité de 1,5 MW, la création d'un hangar de stockage bois de 1000 m3 ; - d'une preuve de dépôt n° A-3-KTSWBTH2 du 09 juin 2023 pour l'utilisation de citerne de gaz propane d'une capacité de 12,8 tonnes (3,2 tonnes * 4) comme chauffage de secours et chauffage par grand froid.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité du site– incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité du site– incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurité du site– incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité du site– incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité du site– incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité du site– incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, ou d'une réserve d'au moins 120 m ³ , implantés à moins de 200 mètres du risque (par voie carrossable). La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur (tous les ans). Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécurité du site– incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité du site– incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état, vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires, et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité du site– incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité du site– incendie
Prescription contrôlée : Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Rajouter dans le registre des risques : <ul style="list-style-type: none"> • l'indication de l'ordre de grandeur des quantités de matières stockées (Je rappelle que l'exploitant doit recenser les matières combustibles (litières, fourrage secs, pneumatiques, etc), les matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, engrais), les bâtiments recouverts de

panneaux photovoltaïques et les toitures ou bâtiments constitués de fibrociments d'amiantes dans le registre des risques. Il faut indiquer le lieu et la quantité de matières) ;
• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécurité du site– incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1
Thème(s) : Élevage, Sécurité du site– incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites pour les salariés ou les personnes extérieures sont présentes et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les opérations comportant des manipulations dangereuses . • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; • les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; • les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; • les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. L'exploitant s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des consignes écrites pour les salariés ou les personnes extérieures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place des consignes écrites pour les salariés ou les personnes extérieures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les opérations comportant des manipulations dangereuses . • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; • les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; • les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; • les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

L'exploitant s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Sécurité du site– incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-2
Thème(s) : Élevage, Sécurité du site– incendie
Prescription contrôlée : Travaux. Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8 et présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants : -une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ; -la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ; -les moyens et consignes d'alerte. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Sécurité du site– incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
Thème(s) : Élevage, Sécurité du site– incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.
Constats : Absence de dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen

équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Sécurité du site - incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-4

Thème(s) : Élevage, Sécurité du site - incendie

Prescription contrôlée :

Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux. Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022. Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.

Constats :

Ce point est sans objet, l'arrêté préfectoral de l'exploitant datant de 2014.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1

Thème(s) : Élevage, Plan d'épandage

Prescription contrôlée :

Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines.

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 13 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Plan d'épandage
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. L'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13
Thème(s) : Actions nationales 2026, Déclaration du forage
Prescription contrôlée : La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :[...]
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Absence de relevé mensuel des consommations d'eau des réseaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Relever mensuellement vos consommations d'eaux de vos réseaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 16 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17

Thème(s) : Actions nationales 2026, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité (déclaration GEREP chaque année).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 17 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

Thème(s) : Actions nationales 2026, Prévention pollution eau

Prescription contrôlée :

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 18 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
--

Thème(s) : Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
--

Prescription contrôlée :

Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m ² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque qu'il y a la réalisation éventuelle d'un local ou d'une chambre de comptage, la margelle n'est pas nécessaire dans ce cas. La hauteur du plafond du local est d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 19 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
--

Thème(s) : Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
--

Prescription contrôlée :

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur du local.
--

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 20 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
--

Thème(s) : Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
--

Prescription contrôlée :

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines.

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11

Thème(s) : Actions nationales 2026, Entretien de l'ouvrage

Prescription contrôlée :

[OPTION] Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de ces ouvrages.

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2026, Déclaration GEREP

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un forage, puits ou ouvrages souterrains.

Constats :

Il n'y a pas de constat de non-conformité (déclaration annuelle GEREP).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Ouvrages Eau Agri Agro

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

Thème(s) : Actions nationales 2026, Abandon du forage

Prescription contrôlée :

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003.

Constats :

Il n'y a pas d'abandon d'ouvrage.

Type de suites proposées : Sans suite

BILAN N et P205

NOM: EARL DU LIMET

ADRESSE: Les Châteliers – 53800 ST SATURNIN DU LIMET

ANIMAUX	kg N	Kg P205	Nombre	N produit	P205 produit	temps pâture	DATE:		23/02/26		production saillies Temps saillie - Engaillier	Production d'azote épanachable par les vaches laitières (KgN/an/animal)		
							N maîtrisable	P non maîtrisable	N maîtrisable	P non maîtrisable		< 8000 kg	6000 à 8000 kg	>8000 kg
Vaches Laitières		38	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	4 mois	75	83	91
Vaches allaitantes	68	39	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	7 mois	104	115	126
Vaches de réforme	40,5	25	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Génisse 0 - 1 an	28	7	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Génisse 1 - 2 ans	42,5	18	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Génisse > 2 ans	54	25	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Mâle 0 - 1			0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
	25	7	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
	20	14	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Mâle 1 - 2 ans			0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
	42,5	18	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
	40,5	25	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Mâle > 2 ans	73	34	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Broutard < 1 an, engraissement	27	18	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
place de veau de boucherie	6,3	3	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Brabis viande et beller	11	6	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Brebis Laitière	12	6	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Agnelle	6	3	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Agneau engraisse produit	0,8	1,8	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Cheveau engraisse produit	0,07	1,8	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Chèvre et Bouc	11	6	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Chevrette	8	3	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Jument de trait suillée	66,5	22	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Poulain de trait	50	5	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Jument sport et loisir suillée	48	28	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Jument sport et loisir travail	39	22	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Poney (AB) (200 Kg)	23	5	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Poney (CD) (400 kg)	36	6	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Truie ou verrat présent, par an (standard)	17,4	14	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Truie non reproductrice , par an (standard)	9,5	6,36	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
porc charcutier produit après ps (standard)	3,17	2,12	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
porcelet produit en post-sevrage (standard)	0,44	0,31	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Truie non reproductrice , par an (biphase)	14,3	11	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
Truie ou verrat présent, par an (biphase)	7,8	4,35	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
porc charcutier produit après ps (biphase)	2,6	1,45	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
porcelet produit en post-sevrage (biphase)	0,39	0,25	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canards barbares (mixte)	0,094	0,069	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canards colvert (pour l'échage)	0,132	0,084	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canards colvert (pour l'p)	0,092	0,022	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canards colvert reproducteur	0,11	0,046	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canards mulards gras	0,47	0,057	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canards mulards PAC (extérieur)	0,061	0,047	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canards mulards PAC (intérieur)	0,113	0,023	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canards pékins	0,128	0,06	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canes barbares futures reprod	0,06	0,054	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canes barbares reprod	0,174	0,153	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canes pékins (pointe)	0,564	0,724	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canes pekin future reproductrice	0,561	0,751	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canes reproductrice (gras)	0,207	0,629	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canette barbare label	0,533	0,629	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canette barbare standard	0,041	0,045	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canette mulard à rôir	0,043	0,033	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
canette pekin	0,108	0,033	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
chapon label	0,047	0,051	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
chapon mini label	0,153	0,111	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
chapon de pintade label	0,148	0,085	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
coquelet standard	0,123	0,082	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
coquelet standard	0,203	0,116	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes à rôir biologique	0,072	0,006	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes à rôir label	0,091	0,068	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes à rôir standard	0,239	0,068	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes découpe femelle label	0,103	0,104	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes découpe mâle label	0,183	0,143	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes lourdes	0,339	0,254	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes médium	0,285	0,242	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes futures reproductrice	0,237	0,23	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
dirindes reproductrice	0,472	0,514	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
faisan 22 semaines	0,584	0,592	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
faisan futur reproducteur (32 semaines)	0,042	0,021	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
faisan reproducteur	0,088	0,02	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
oie à rôir	0,137	0,214	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
oie grasse	0,455	0,241	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
oie prêt à gaver	0,112	0,076	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
	0,185	0,083	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00				
TOTAL														
Import de terre														
prélèveur de terre														
Hangars compost														
TOTAL														

page 14/15

